



# PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté  
Bureau des procédures environnementales  
et foncières**

## **Arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2026-014 en date du 05 février 2026**

portant mise en demeure à l'encontre de la société NOREA dont le siège social est situé parc économique de Rorthais à Mauléon (79700), exploitant des installations de stockage de céréales et une usine de fabrication d'aliments pour animaux, situées Z.I. des Touches, 40 rue Edouard Branly à Laval (53000)

**La préfète de la Mayenne,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 511-1, L. 511-1, L. 512-5, L. 514-5 et R. 181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025 portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral n°88-0426 du 21 avril 1988 autorisant la coopérative des agriculteurs de la Mayenne (CAM) à exploiter sur la commune de Laval, une usine de fabrication d'aliments pour le bétail et des silos de stockage de céréales zone industrielle des Touches à Laval ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1990 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 21 avril 1988 susvisé ;

Vu l'étude de dangers de septembre 2000, complétée le 7 mars 2005, le 4 octobre 2007, les 25 juin et 27 octobre 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-P-477 du 7 mai 2009 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 21 avril 1988 modifié, susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 janvier 2026, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

Vu l'accusé réception de changement d'exploitant du 6 mars 2018 délivré à la société TERRENA dont le siège social se situe au lieu dit « la Noëlle » BP20199 – 44155 Ancenis cedex faisant connaître qu'elle a succédé au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la coopérative agricole de la Mayenne ;

Vu le courrier du 14 mai 2018 du préfet de la Mayenne adressé au directeur de la société TERRENA, prenant acte de la cessation des activités de stockage et de distribution de fioul et du nouveau classement des activités répertoriées sur le site à la date du 4 décembre 2017 ;

Vu le récépissé de déclaration du 22 septembre 2010 délivré à la société SICARBU OUEST pour l'exploitation d'activités rangées sous la rubrique 1434 de la nomenclature des installations classées, comprenant deux cuves enterrées de 120 m<sup>3</sup> chacune et des installations de distribution avec un débit équivalent de 19,6 m<sup>3</sup> /h et désormais rangées respectivement sous les rubriques 4734-1-c (stockage) et 1434-1-b (65 m<sup>3</sup> /h) ;

Vu l'accusé réception de changement d'exploitant du 26 janvier 2026 délivré à la société NOREA dont le siège social se situe parc économique de Rorthais à Mauléon (79700) faisant connaître qu'elle a succédé au 1<sup>er</sup> octobre 2025, à la société TERRENA ;

Vu l'article 6 du titre 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2009 susvisé qui stipule que : **«Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés:**

Repère	Équipements	Dispositifs de sécurité destinés à limiter les sources d'inflammation	Dispositifs de sécurité destinés à limiter l'empoussièrément
Silo vertical béton n°3	Vis	- Contrôleur d'intensité ou sécurité puissance - Contrôleur de rotation	Capotage
	Transporteurs à chaînes	- Contrôleur de rotation - Détecteurs de bourrage - Détecteurs de sur-intensité moteur	- Point d'aspiration constant au point de jetée du grain - capotage
	<b>Élévateurs</b>	- Capteurs de fonctionnement (surintensité), - Contrôleur de rotation - Détecteurs de bourrage - <b>Contrôleurs de déport de sangle,</b> - Sangles non propagatrices de la flamme - Équipements reliés à la terre, - Protection moteur ou sécurité puissance, - Paliers extérieurs	- Point d'aspiration constant aux jetées de l'élévateur - capotage -Fonctionnement de l'élévateur asservi à l'aspiration

Vu la visite de l'inspection des installations classées en date du 30 septembre 2025 sur le site de la société NOREA, sise Z.I. des Touches, 40 rue Edouard Branly à Laval (53000) ;

Vu le rapport et le courrier de l'inspection des installations classées du 24 novembre 2025, transmis par courrier à l'exploitant à la suite de la visite du 30 septembre 2025, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement et engageant la procédure contradictoire réglementaire ;

Vu la transmission du rapport de l'inspection des installations classées du 24 novembre 2025 à la préfète de la Mayenne, conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées en date du 24 novembre 2025, notifié à l'exploitant le 27 novembre 2025, lui transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, et lui accordant un délai de 15 jours pour présenter ses éventuelles observations dans le cadre de la procédure contradictoire, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant adressées par mail à l'inspection des installations classées le 8 décembre 2025 sur le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ;

Considérant que les installations de stockage de céréales de la société NOREA située 40 rue Edouard Branly, Z.I. des Touches à Laval, constituent des silos à enjeux très importants du fait de la présence de tiers et de la voie SNCF dans les zones forfaitaires définies dans le premier alinéa de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, susvisé, et de la possibilité d'effets irréversibles et/ou létaux en cas d'explosion du silo 3 sur des tiers et la voie SNCF et que, dans ces conditions, l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, susvisé, impose des dispositions spécifiques pour limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation ;

Considérant que lors de la visite du 30 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

**« À la demande de l'inspection, l'exploitant a réalisé des tests d'asservissement sur des circuits de l'installation disponibles du silo 3 :**

**- Test de déport de bande manutention à l'arrêt puis manutention en marche : L'asservissement de la manutention au déclenchement du capteur de bande n'est pas fonctionnel le jour de la visite : l'installation n'est pas stoppée et continue de fonctionner ; seule une alarme "défaut" est déclenchée au PC sécurité; la prescription n'est pas respectée. L'agent de maintenance déclare que cet asservissement n'est pas existant pour tous les contrôleurs de déport de bande. »**

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 6 du titre 2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-477 du 7 mai 2009 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 21 avril 1988 modifié, susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société NOREA de respecter les dispositions de l'article 6 du titre 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2009 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le rapport et le projet d'arrêté de mise en demeure ont été transmis à l'exploitant, qui a été invité, dans le cadre de la procédure contradictoire, à émettre éventuellement des observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que l'exploitant a formulé des observations sur le rapport le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé qui lui a été soumis ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La société NOREA, dont le siège social est situé parc économique de Rorthais à Mauléon (79700), exploitant des installations de stockage de céréales et une usine de fabrication d'aliments pour animaux, situées Z.I. des Touches, 40 rue Edouard Branly à Laval (53000), de respecter dans les délais maximaux ci-après définis, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

- **dans un délai de trois mois**, concernant la prévention des risques dans le silo vertical béton n°3, l'exploitant met en place l'asservissement de la manutention au déclenchement du capteur de bande. L'exploitant élabore une liste des équipements concernés, les référence et les positionne sur un plan.

### **ARTICLE 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3**

L'arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, et jusqu'à la justification du respect de toutes les dispositions de l'article 1 du présent arrêté, sur le site internet des services de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

### **ARTICLE 4**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception.

### **ARTICLE 5**

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général  
de la préfecture de la Mayenne,



Ronan LÉAUSTIC

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.

## **ANNEXE à l'arrêté préfectoral portant mise en demeure**

### **à l'encontre de la société NOREA située 40 rue Edouard Branly à Laval Article L. 171-8 du code de l'environnement**

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.-Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article L. 171-7, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° Obliger la personne mise en demeure à s'acquitter entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative du paiement d'une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.

Sous réserve du 6° du I de l'article L. 643-8 du code de commerce, cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

Une fois la somme recouvrée par le comptable public, celui-ci procède à sa consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de déconsignation et les conditions dans lesquelles les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, ainsi que les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées auprès de la Caisse des dépôts et consignations en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 45 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et troisième alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.

Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II.

